

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, zoals gewijzigd bij de besluiten van 20 november 2003, 10 juni 2004, 16 december 2005, 24 november 2006, 19 oktober 2007 en 12 september 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 2004 tot erkenning van de VZW « Aide et Reclassement », rue Rioul 22, te 4500 Hoei, als dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden van het gerechtelijk arrondissement Hoei;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2008;

Gelet op de aanvraag om hernieuwing van de erkenning die op 16 juni 2008 werd ingediend door de verantwoordelijken van de VZW « Aide et Reclassement »;

Gelet op het gunstig advies gegeven door het bestuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap op 18 augustus 2008;

Gelet op het gunstig advies van de Adviescommissie voor hulpverlening aan de gedetineerden, gegeven op 2 september 2008;

Overwegende dat aan alle voorwaarden tot hernieuwing van de erkenning, zoals bepaald in artikel 5 van het decreet en in de artikelen 7, 15 en 16 van het besluit van 13 december 2001, voldaan is;

Overwegende dat de erkenning die uitgereikt is bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 2004 hernieuwd kan worden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, § 1 van het decreet,

Besluit :

**Enig artikel.** De erkenning als dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden van het gerechtelijk arrondissement Hoei toegekend op 15 oktober 2004 aan de VZW « Aide et Reclassement », rue Rioul 22, te 4500 Hoei, wordt hernieuwd voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2009.

Overeenkomstig artikel 22 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 wordt, bij verlenging van de samenwerkingsovereenkomst gesloten tussen de diensten van Hoei en Namen, aanvankelijk goedgekeurd op 25 februari 2002, het interventiegebied van de dienst voor sociale hulpverlening aan de gedetineerden van het gerechtelijk arrondissement Hoei administratief uitgebreid naar het aangrenzend gerechtelijk arrondissement Namen door de opvang van 134 gedetineerden door de strafinrichting van Andenne.

Brussel, 16 december 2008.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2009/29067]

### 8 JANVIER 2009. — Protocole d'accord bilatéral entre la Communauté germanophone et la Communauté française exécutant l'Accord de coopération du 19 juin 2001 en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé

Vu les articles 127, 128 et 130 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 4, 9°, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, 2°, ainsi que l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, 5 et 55bis, introduit par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du 5 mai 1993;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 30 janvier 2006 tendant à prévenir les dommages sanitaires lors de la pratique sportive;

Vu l'accord de coopération du 19 juin 2001 entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Communauté germanophone en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, approuvé par décret de la Communauté française du 27 mars 2003 et par décret de la Communauté germanophone du 19 mai 2003;

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre la coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone, instituée par l'accord de coopération du 19 juin 2001 précité, en ayant égard à la Convention contre le dopage du Conseil de l'Europe du 18 novembre 1989, notamment son article 5 ainsi qu'à la Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée par la 33e Conférence générale de l'UNESCO le 19 octobre 2005, et son article 7 en particulier;

Considérant la volonté des parties contractantes, chacune dans leur sphère de compétence, de concrétiser cet objectif;

Considérant que le présent accord exécute l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° et 7°, et § 2 de l'accord de coopération du 19 juin 2001;

Considérant que le présent accord a donc une portée réglementaire;

Soucieuses de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de leur autonomie;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président, du Ministre en charge du sport et du Ministre en charge de la santé

et

La Communauté germanophone représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre compétent pour le sport,

Conviennent ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent accord, il faut entendre par :

1. Parties contractantes :

la Communauté française et la Communauté germanophone;

2. Agents de la Communauté française :

les médecins agréés, chargés des contrôles anti-dopage, par la Communauté française;

3. Agence mondiale anti-dopage,  
en abrégé AMA :

la fondation de droit suisse créée le 10 novembre 1999.

**Art. 2.** Le présent accord est valable pour une durée indéterminée.

Il peut être dénoncé à tout moment par chaque partie contractante, moyennant un préavis d'un an à dater de la notification de la décision par lettre recommandée adressée au Ministre compétent de l'autre partie contractante.

**Art. 3.** Le Ministre compétent de la Communauté germanophone agréé des agents de la Communauté française, en vue de les mandater à effectuer des contrôles anti-dopage, sur le territoire de la région de langue allemande.

Les contrôles anti-dopage sont exécutés conformément à la réglementation de la Communauté germanophone.

L'agrément est révocable ad nutum par le Ministre compétent de la Communauté germanophone.

**Art. 4.** Le contrôle anti-dopage exécuté en application de l'article 3 avec le concours d'agents de la Communauté française agréés par la Communauté germanophone sont effectués au nom et pour compte exclusifs de celle-ci.

**Art. 5.** La Communauté germanophone peut notifier à la Communauté française, par une lettre de mission, sa volonté de lui confier l'exécution de contrôles anti-dopage.

Cette lettre de mission précise le nombre et les modalités générales des contrôles anti-dopage à réaliser. Elle indique également le début et la durée de la mission.

La mission ne pourra prendre cours avant acceptation de la lettre de mission.

La durée de la mission ne peut pas dépasser un an. Elle peut toutefois être reconduite par l'envoi d'une nouvelle lettre de mission, acceptée par la Communauté française selon la procédure visée à l'article 6.

**Art. 6.** La Communauté française accepte ou refuse la lettre de mission, dans les 15 jours ouvrables qui suivent son envoi.

A défaut de réponse dans ce délai, elle est présumée avoir accepté la mission.

En cas de refus, la Communauté française peut mentionner les modalités suivant lesquelles la mission pourrait être acceptée.

La Communauté germanophone peut, sur base des modalités proposées par la Communauté française, transmettre une nouvelle lettre de mission. Celle-ci sera traitée conformément à la procédure décrite aux alinéas précédents.

**Art. 7.** Par le biais d'une lettre de mission particulière, la Communauté germanophone communique à la Communauté française le programme et les modalités des contrôles antidopage dont elle lui demande l'exécution, notamment :

1° Lieu et date des manifestations sportives à contrôler;

2° Intitulé de la manifestation sportive;

3° Discipline et nature de la manifestation sportive;

4° Nombre de sportifs à contrôler;

5° Type d'analyse demandé;

6° Laboratoire auquel les échantillons doivent être envoyés;

7° Nom de l'officier de police judiciaire de la Communauté germanophone.

En tout état de cause un préavis de 14 jours doit être ménagé entre la date d'envoi de la lettre de mission particulière et celle du (des) contrôle(s) sollicité(s).

**Art. 8.** Sauf cas de force majeure à motiver, les contrôles anti-dopage sont réalisés par les agents de la Communauté française conformément aux prescrits de la lettre de mission particulière.

Les courriers, procès-verbaux et autres écrits établis dans le cadre du contrôle sont rédigés sur papier à en-tête de la Communauté germanophone.

**Art. 9.** La Communauté française transmet les échantillons prélevés lors des contrôles exécutés par ses agents, dans les 72 heures suivant le prélèvement, à un laboratoire agréé par l'Agence mondiale anti-dopage et la Communauté germanophone.

Par cela se termine la mission prévue par le présent accord.

**Art. 10.** La Communauté française transmet, à la Communauté germanophone, par courrier recommandé :

— la liste des contrôles anti-dopage exécutés et dont les échantillons ont été transmis au laboratoire agréé;

— les dossiers complets des contrôles anti-dopage concernés.

**Art. 11.** Chacune des parties contractantes informe l'autre partie :

— des contrôles anti-dopage positifs, le cas échéant après contre-expertise;

— des sanctions disciplinaires, administratives ou pénales prononcées suite aux contrôles effectués, dont elle a connaissance.

Les informations visées à l'alinéa précédent sont communiquées par courrier adressé aux personnes de référence visées à l'article 15, dans le mois de la prise de connaissance des résultats positifs avérés ou de la sanction.

**Art. 12.** La Communauté française fournit à la Communauté germanophone une assistance matérielle pour le traitement des demandes d'autorisations à usage thérapeutiques de substances, moyens ou méthodes interdits, qui sont de la compétence de cette dernière et ce, conformément aux conditions convenues et déterminées entre les Ministres compétents.

**Art. 13.** Tous les coûts des contrôles anti-dopage visés dans le présent accord sont à charge de la Communauté germanophone, selon les modalités et sauf exceptions fixées par les Ministres compétents.

**Art. 14.** Les administrations des parties contractantes sont chargées de l'exécution des décisions et de l'échange des informations mentionnés dans le présent accord, sur quelque sujet que ce soit.

**Art. 15.** En vue de l'exécution du présent accord, chaque partie contractante désigne une personne de référence.

Toute correspondance ou information généralement quelconque à transmettre aux parties contractantes en exécution du présent accord est valablement adressée, pour chaque partie contractante, aux personnes de référence désignées par celles-ci.

La modification de l'identité et des coordonnées d'une personne de référence peut être notifiée entre parties contractantes par courrier recommandé.

Bruxelles, le 8 janvier 2009 en deux exemplaires originaux en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Chaque partie contractante déclare être en possession d'un exemplaire original.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Vice-Ministre-Président,  
Ministre du Budget, en charge du Sport et de la Fonction publique,  
M. DAERDEN

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
Ministre des Pouvoirs locaux,  
K.-H. LAMBERTZ  
Le Vice-Ministre-Président,  
Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,  
B. GENTGES

La Ministre de la Culture et des Médias,  
des Monuments et Sites, de la Jeunesse et du Sport,  
Mme I. WEYKMANS

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHE GEMEINSCHAFT

[C – 2009/29067]

#### 8. JANUAR 2009 — Bilaterales Protokoll Zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaft zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 19. Juni 2001 über die Sportliche Betätigung nach Gesundheitsfördernden Gesichtspunkten

Aufgrund der Artikel 127, 128 und 130 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen, insbesondere des Artikels 4 Nr. 9, des Artikels 5 § 1 Nr. 1 Ziffer 2 und des Artikels 92bis § 1, eingefügt durch das Gesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 der institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere der Artikel 4, 5 und 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990 und abgeändert durch das Gesetz vom 5. Mai 1993;

Aufgrund des Dekretes der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 30. Januar 2006 zur Vorbeugung gesundheitlicher Schäden bei sportlicher Betätigung;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 19. Juni 2001 zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Flämischen Gemeinschaft sowie der Gemeinschaftlichen Gemeinschaftskommission über die sportliche Betätigung nach gesundheitsfördernden Gesichtspunkten, dem durch Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Mai 2003 und durch Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 27. März 2003 zugestimmt wurde;

In Erwägung der Tatsache, dass es angebracht ist, die Zusammenarbeit zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaft umzusetzen, die das besagte Kooperationsabkommen vom 19. Juni 2001 eingesetzt hat, unter Berücksichtigung des Europarat-Übereinkommens gegen Doping vom 18. November 1989, insbesondere Artikel 5, sowie des internationalen Übereinkommens gegen Doping im Sport vom 19. Oktober 2005, das auf der 33. Generalkonferenz der UNESCO angenommen wurde, insbesondere Artikel 7;

Angesichts des Willens der Vertragsparteien, jede in ihrem Kompetenzbereich, diese Zielsetzung zu verwirklichen;

In Erwägung der Tatsache, dass dieses Abkommen der Ausführung von Artikel 3 § 1 Nr. 1 und 7 sowie § 2 des Kooperationsabkommens vom 19. Juni 2001 dient;

In Erwägung der Tatsache, dass dieses Abkommen einen Verordnungscharakter hat;

Im Bestreben, ihre Beziehungen harmonisch unter Beachtung ihrer Autonomie zu regeln;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministerpräsidenten, des für Sport zuständigen Ministers und des für Gesundheit zuständigen Ministers

und

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des für Sport zuständigen Ministers; Kommen wie Folgt Überein:

**Artikel 1** - Im Sinne dieses Abkommens versteht man als:

1. Vertragsparteien:

die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Französische Gemeinschaft;

2. Bedienstete der Französischen Gemeinschaft:

die anerkannten Ärzte, die von der Französischen Gemeinschaft mit der Durchführung der Dopingkontrollen beauftragt sind;

3. Welt-Anti-Doping-Agentur (WADA):

die am 10. November 1999 gegründete Stiftung schweizerischen Rechts.

**Art. 2** - Dieses Abkommen gilt unbefristet.

Es kann jederzeit von jeder Vertragspartei mittels einer Kündigungsfrist eines Jahres ab Mitteilung der Entscheidung per Einschreibebrief, der dem zuständigen Minister der anderen Vertragspartei zuzuleiten ist, gekündigt werden.

**Art. 3** - Der zuständige Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft erkennt Bedienstete der Französischen Gemeinschaft an, um sie zu beauftragen, Dopingkontrollen auf dem deutschen Sprachgebiet durchzuführen.

Die Dopingkontrollen werden gemäß der einschlägigen Gesetzgebung der Deutschsprachigen Gemeinschaft durchgeführt.

Die Anerkennung kann ad nutum durch den zuständigen Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft widerrufen werden.

**Art. 4** - Dopingkontrollen, die gemäß Artikel 3 unter Mitwirkung von Bediensteten der Französischen Gemeinschaft, die durch die Deutschsprachige Gemeinschaft anerkannt werden, durchgeführt werden, werden im Auftrag der Deutschsprachigen Gemeinschaft durchgeführt.

**Art. 5** - Die Deutschsprachige Gemeinschaft kann der Französischen Gemeinschaft mittels eines Auftragsbriefs ihren Willen, sie mit der Durchführung von Dopingkontrollen zu beauftragen, mitteilen.

Dieser Auftragsbrief gibt die Anzahl und die allgemeinen Modalitäten der durchzuführenden Dopingkontrollen an. Sie gibt ferner Beginn und Dauer des Auftrags an.

Der Auftrag kann nicht vor der Annahme des Auftragsbriefs beginnen.

Die Dauer des Auftrags kann nicht ein Jahr überschreiten. Sie kann jedoch mittels Übermittlung eines neuen Auftragsbriefs, den die Französische Gemeinschaft gemäß dem Verfahren nach Artikel 6 angenommen hat, verlängert werden.

**Art. 6** - Binnen 15 Werktagen nach dessen Übermittlung nimmt die Französische Gemeinschaft den Auftragsbrief an oder lehnt ihn ab.

Wird der Auftragsbrief binnen dieser Frist nicht beantwortet, so gilt der Auftrag als angenommen.

Bei Ablehnung kann die Französische Gemeinschaft die Modalitäten, nach denen sie den Auftrag annehmen könnte, mitteilen.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft kann auf Grundlage der von der Französischen Gemeinschaft vorgeschlagenen Modalitäten einen neuen Auftragsbrief übermitteln. Dieser wird gemäß dem in den vorherigen Absätzen beschriebenen Verfahren behandelt.

**Art. 7** - Die Deutschsprachige Gemeinschaft teilt der Französischen Gemeinschaft mittels eines besonderen Auftragsbriefs das Programm sowie die Modalitäten der Dopingkontrollen, um deren Durchführung sie diese bittet, mit. Dies umfasst insbesondere:

1. Ort und Datum der zu kontrollierenden Sportveranstaltungen;
2. Bezeichnung der Sportveranstaltung;
3. Sportart und Art der Sportausübung;
4. Anzahl der zu kontrollierenden Sportler;
5. Typus der gewünschten Analyse;
6. Labor, an dem die Proben zugestellt werden müssen;
7. Name des Gerichtspolizeioffiziers der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Auf jeden Fall ist eine Frist von 14 Tagen zwischen dem Datum der Übermittlung des besonderen Auftragsbriefs und dem Datum der gewünschten Kontrolle(n) einzuhalten.

**Art. 8** - Außer bei zu begründender höherer Gewalt sind die Dopingkontrollen durch Bedienstete der Französischen Gemeinschaft gemäß den Vorschriften des besonderen Auftragsbriefs durchzuführen.

Die im Rahmen der Kontrolle aufgesetzten Schreiben, Protokolle und sonstigen Schriftstücke werden auf Briefpapier mit Briefkopf der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgefasst.

**Art. 9** - Binnen 72 Stunden ab der Probennahme übermittelt die Französische Gemeinschaft die bei den durch ihre Bediensteten durchgeführten Kontrollen entnommenen Proben einem von der Welt-Anti-Doping-Agentur anerkannten Labor.

Somit endet der in diesem Abkommen vorgesehene Auftrag.

**Art. 10** - Per Einschreiben übermittelt die Französische Gemeinschaft der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

- die Liste der durchgeführten Dopingkontrollen, deren Proben dem anerkannten Labor übermittelt worden sind;
- die vollständigen Akten der betreffenden Dopingkontrollen.

**Art. 11** - Jede Vertragspartei informiert die andere Partei über:

- die positiven Dopingkontrollen, ggf. nach einer Nachuntersuchung;
- die ihr bekannten Disziplinar-, Verwaltungs- oder Strafmaßnahmen, die infolge von durchgeführten Dopingkontrollen ausgesprochen worden sind.

Die im vorigen Absatz genannten Informationen werden per Post an die in Artikel 15 genannten Bezugspersonen binnen einem Monat ab der Kenntnisnahme der als positiv erwiesenen Ergebnisse oder der Strafe mitgeteilt.

**Art. 12** - Die Französische Gemeinschaft gewährt der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine logistische Hilfeleistung bei der Behandlung von medizinischen Ausnahmegenehmigungen von verbotenen Substanzen, Mitteln oder Methoden, die der Kompetenz der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterliegen und zwar gemäß den zwischen den zuständigen Ministern vereinbarten und festgesetzten Bedingungen.

**Art. 13** - Alle in diesem Abkommen genannten Kosten der Dopingkontrollen und der Hilfeleistung bei der Behandlung von medizinischen Ausnahmegenehmigungen gehen zu Lasten der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß den von den zuständigen Ministern festgelegten Bedingungen oder Ausnahmen.

**Art. 14** - Die Dienststellen der Vertragsparteien sind mit der Ausführung der Entscheidungen und dem Austausch der in diesem Abkommen genannten Informationen, welches Thema auch immer sie betreffen, beauftragt.

**Art. 15** - Zwecks Ausführung dieses Abkommens bestellt jede Vertragspartei eine Bezugsperson.

Jeder Briefwechsel oder jede Information, die in Ausführung dieses Abkommens den Vertragsparteien zu übermitteln sind, gilt als gültig abgegeben, und zwar für jede Vertragspartei, wenn sie den von ihnen bestellten Bezugspersonen übermittelt worden sind.

Namens- oder Kontaktdatenänderungen einer Bezugsperson können zwischen den Vertragsparteien per Einschreiben mitgeteilt werden.

Brüssel, den 8. Januar 2009 in zwei Urschriften in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Jede Vertragspartei erklärt, eine Urschrift erhalten zu haben.

Für die Regierung der Französischen Gemeinschaft:

Der Vize-Ministerpräsident,  
Minister des Haushaltes, Sport und des öffentlichen Dienstes  
M. DAERDEN

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörde  
K.-H. LAMBERTZ  
Der Vize-Ministerpräsident,  
Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus  
B. GENTGES

Die Ministerin für Kultur und Medien,  
Denkmalschutz, Jugend und Sport  
Frau I. WEYKMANS

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2009/29066]

#### 8 JANVIER 2009. — Protocole d'accord bilatéral entre la Commission communautaire commune et la Communauté française exécutant l'Accord de coopération du 19 juin 2001 en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé

Vu les articles 128, 130 et 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 4, 9°, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, 2°, l'article 9 ainsi que l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, insérés par la Loi spéciale du 8 août 1988 et modifiés par la Loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989, relative aux institutions bruxelloises et notamment l'article 63, modifiée par la loi spéciale du 5 mai 1993;

Vu l'accord de coopération du 19 juin 2001, en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, approuvé par décret de la Communauté française du 27 mars 2003 et par ordonnance de la Commission communautaire commune du 5 décembre 2003;

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre la coopération entre la Communauté française et la Commission communautaire commune, créée par l'Accord de coopération du 19 juin 2001 précité, en ayant égard à la Convention contre le dopage du Conseil de l'Europe du 18 novembre 1989, notamment son article 5 ainsi qu'à la Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée par la 33<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO le 19 octobre 2005, et son article 7 en particulier;

Considérant la volonté des parties contractantes, chacune dans leur sphère de compétence, de concrétiser cet objectif;

Considérant que le présent accord bilatéral exécute l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° et 7° et § 2, de l'accord de coopération du 19 juin 2001,

Soucieuses de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de leur autonomie,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre compétent pour le sport;

La Commission communautaire commune représentée par son Collège réuni, en la personne des Ministres compétents pour la santé,

Convient ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent accord bilatéral, il faut entendre par :

1. Les parties contractantes : La Communauté française et la Commission communautaire commune;
2. Agents de la Communauté française : Les médecins agréés chargés des contrôles anti-dopage, par la Communauté française;
3. L'Agence mondiale anti-dopage, en abrégé AMA ou WADA : la fondation de droit suisse créée le 10 novembre 1999.